

Qu'est ce que le fonds de solidarité ?

Puis-je en bénéficier ?

En septembre

En octobre

Comment sont appréciés les différents critères ?

L'effectif salarié

Le chiffre d'affaire

Le contrat de travail

L'entreprise en difficulté

L'entreprise détenue ou en détenant d'autres

L'entreprise qui a des dettes fiscales ou sociales

La fermeture administrative

Les secteurs d'activité

Comment demander l'aide du fonds de solidarité ?

Quel compte bancaire indiquer dans la demande ?

Comment l'aide du fonds s'articule-t-elle avec les autres aides ?

Que se passe-t-il en cas de contrôle a posteriori ?

N°	QUESTION	RÉPONSE
<b>Présentation générale du fonds de solidarité</b>		
1	Qu'est-ce que le fonds de solidarité ?	C'est un fonds créé par l'Etat et les régions pour prévenir la cessation d'activité des très petites entreprises (TPE), micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchées par les conséquences économiques du covid-19. Le fonds de solidarité permet de verser une aide directe aux entreprises concernées en complément d'autres mesures ou d'autres aides qu'elles peuvent avoir par ailleurs.
2	En quoi consiste le premier volet ?	Les aides du premier volet sont versées sur demande à partir d'un formulaire mensuel accessible sur <a href="http://impots.gouv.fr">impots.gouv.fr</a> – espace particuliers, aux entreprises qui réunissent les conditions d'éligibilité au titre du mois considéré. Cette aide est versée après des contrôles de cohérence automatisés.
3	En quoi consiste le second volet ?	Le second volet correspond à une aide complémentaire instruite par les régions. A l'exception des discothèques, aucune demande ne peut plus être déposée au titre de ce volet.
4	En quoi consiste l'aide complémentaire au premier volet qui peut être versée par les collectivités et établissements publics locaux ?	Les collectivités ou EPCI peuvent délibérer pour accorder une aide complémentaire aux entreprises touchées par l'épidémie de Covid 19 de leur ressort territorial. Après signature d'une convention avec l'Etat et la région, un montant forfaitaire additionnel est versé à ces entreprises. L'aide est payée par le Fonds de solidarité et fait l'objet d'un remboursement à due concurrence par la collectivité ou l'EPCI concerné.
5	Qui finance le fonds de solidarité ?	Le fonds est principalement financé par l'Etat, les régions et les collectivités d'outre-mer. Il est ouvert aux contributions volontaires, notamment des autres collectivités (départements, communes, EPCI) et des acteurs privés (compagnies d'assurance).
6	Dans quel dispositif global de soutien l'aide s'insère-t-elle ?	Le fonds est un <b>dispositif de soutien à la trésorerie</b> prévu de manière à soutenir un maximum d'entreprises et de commerces, en vue de couvrir leurs frais fixes pour la période sur laquelle ils sont impactés. L'objectif de ce fonds est d'aider les entreprises qui ont connu une baisse très significative de leur activité, afin de les soutenir face à cette situation exceptionnelle. Pour rappel, l'aide de l'Etat ne se limite pas à ce seul fonds et de nombreuses autres mesures sont en place, notamment l'indemnisation du chômage partiel des salariés, le report des échéances sociales et fiscales, ou encore la garantie des prêts de trésorerie.
7	Est-ce que la subvention est soumise à impôt ?	L'article 1 <sup>er</sup> de la deuxième de loi de finances rectificative pour 2020, publiée le 26 avril dernier, prévoit une exonération d'impôt sur les sociétés, d'impôt sur le revenu et de toutes les cotisations et contributions sociales d'origine légale ou conventionnelle.
8	Faudra-t-il rembourser l'aide à un moment ou un autre ?	Non. En revanche, des contrôles pourront avoir lieu et conduire l'administration à réclamer la restitution de tout ou partie de l'aide s'il s'avère que le demandeur n'y avait pas droit ou pas en totalité.
9	Est-ce que l'aide versée est une aide à l'entreprise qui passe en tant que subvention en comptabilité ?	L'aide du fonds prend la forme d'une subvention attribuée par décision du ministre de l'action et des comptes publics. Il conviendra de l'enregistrer en subvention d'exploitation.

N°	QUESTION	RÉPONSE
10	Au plan fiscal, le rattachement de l'indemnité perçue au titre du fonds de solidarité doit-il se faire sur le dirigeant personne physique ou sur la personne morale?	L'aide est attribuée à l'entreprise.
11	Est-ce qu'une entreprise peut demander l'aide chaque mois que dure la crise ?	Oui, l'aide au titre du volet 1 peut être demandée chaque mois au titre duquel le fonds est ouvert en fonction des critères du décret (ex : aide réservée à certains secteurs entre juillet et septembre). En revanche, l'aide au titre du volet 2 ne pouvait être demandée qu'une fois, à l'exception des discothèques.
<b>Généralités sur l'éligibilité</b>		
1	Les sociétés par actions simplifiées à associé unique (SASU) sont-elles éligibles au fonds de solidarité ?	Les sociétés par actions simplifiées à associé unique (SASU) sont éligibles au fonds de solidarité. En particulier, le fait que leur dirigeant soit assimilé salarié en droit de la sécurité sociale ne les fait pas entrer dans le champ de l'exclusion prévue pour les sociétés dont le dirigeant majoritaire est titulaire d'un contrat de travail à temps complet puisqu' <b>ils ne sont pas, en tant que dirigeant, titulaires</b> d'un contrat de travail avec la société.
2	Les Sociétés Civiles Professionnelles sont-elles éligibles ?	Les SCP sont éligibles s'il s'agit bien de personnes morales exerçant une activité économique.
3	Les entreprises détenues par des particuliers non résidents sont-elles éligibles au fonds ?	Si l'entreprise est résidente fiscale française, et sous réserve du respect des autres conditions fixées par le décret, elle est éligible au fond.
4	Est-ce qu'une entreprise dont le chef d'entreprise est aidé par son conjoint collaborateur peut percevoir deux fois la subvention ?	La subvention profite à l'entreprise, elle est versée une seule fois à l'entreprise indépendamment du nombre d'associés ou du conjoint collaborateur.
5	Est-ce que les SCI sont éligibles au fonds de solidarité ?	Oui, si elles exercent une activité économique, comme cela peut être le cas des SCI de construction-vente, des SCI d'attribution ou de location. En revanche, les SCI ne servant que de structures d'accueil d'un investissement immobilier, le plus souvent familial, n'exercent pas d'activité économique
6	Les personnes ayant plusieurs TPE (avec plusieurs SIREN, différents) peuvent-ils cumuler l'aide par entreprise ?	Oui, l'aide est destinée aux entreprises et non à leur dirigeant.
7	Dans le cas d'un auto-entrepreneur ayant une activité principale (agriculture) et une activité secondaire (formation), quelles sont les conditions d'accès à l'aide ?	Une seule déclaration portant sur l'ensemble de l'activité est requise.
8	Est-ce qu'un micro-entrepreneur/autoentrepreneur est éligible au fonds de solidarité ?	Oui, s'il remplit les conditions.

N°	QUESTION	RÉPONSE
9	Un établissement public industriel et commercial, soumis aux impôts commerciaux, est-il éligible au fonds de solidarité ?	Le bénéfice du fonds est réservé aux personnes physiques et aux personnes morales de droit privé. Un établissement public n'y est donc pas éligible, quel que soit son régime d'imposition.
10	Une SCI détenant un monument historique est-elle éligible au fonds de solidarité ?	Dès lors que le bâtiment est ouvert au public, la SCI est éligible.
11	Quelle date doit-on retenir pour déterminer le début d'activité de l'entreprise ?	La date de création de l'entreprise à prendre en compte est la date de début d'activité mentionnée sur le formulaire de déclaration d'une entreprise déposé au centre de formalité des entreprises. Par exception, si l'entreprise a débuté son activité postérieurement à la date indiquée, l'entreprise peut prendre en compte la date à laquelle elle a pour la première fois rempli la double condition d'avoir disposé d'immobilisations et d'avoir versé des salaires ou réalisé des recettes. Lorsque l'entreprise ne dispose d'aucun local ou terrain, seule la réalisation d'un chiffre d'affaires ou de recettes caractérise le début d'activité
12	Les loueurs en meublés non professionnels sont-ils éligibles au fonds de solidarité ?	Non, les loueurs en meublés non professionnels ne sont pas éligibles au fonds.
13	Comment s'apprécie l'éligibilité des membres d'un GAEC ?	Le respect des règles d'éligibilité s'apprécie au niveau de chaque associé. La perte de chiffre d'affaires est celle du GAEC répartie entre les associés pour déterminer le montant de l'aide qui est plafonnée à un montant maximal par associé (montant fixé en fonction des périodes).
14	Sur la notion de « dirigeant » exprimé au singulier par le décret du 30 mars 2020 : permet-elle à chaque associé, par exemple dans le cas de co-gérants d'une société, de formuler une demande. Dans ce cas le montant de la rémunération perçue s'apprécie bien dirigeant par dirigeant ?	L'aide du fonds de solidarité est destinée à l'entreprise. Une seule aide est donc attribuée par entreprise, peu importe le nombre de dirigeants, associés, co-gérants.
15	Un entrepreneur qui a recours au portage salarial est-il éligible ?	Si l'entrepreneur a recours au portage salarial, son entreprise n'est pas éligible au fonds de solidarité. Toutefois, les dispositions de l'article 8 bis de l'ordonnance du 27 mars 2020 modifiée sont applicables à l'entrepreneur porté : sont éligibles au chômage partiel les salariés portés titulaires d'un contrat à durée indéterminée au cours des périodes sans prestation à une entreprise cliente.
16	Est-ce que les avocats collaborateurs qui exercent au sein de cabinet d'avocat sont éligibles au fonds de solidarité ?	Oui, les avocats collaborateurs sont éligibles au fonds de solidarité s'ils respectent les conditions posées au titre du mois concerné par la demande.
17	Les SCM sont-elles éligibles à la demande d'aide au fonds de solidarité lorsqu'elles rémunèrent des salariés et perçoivent des recettes correspondant au remboursement des charges supportées pour le compte des associés ?	Les SCM sont des sociétés civiles dotées de la personnalité morale. Dès lors qu'elles exercent une activité économique, telle que la fourniture de locaux, matériels ou personnel à leurs membres pour l'exercice de leur activité et remplissent les critères d'éligibilité prévus par le décret, elles peuvent bénéficier de l'aide du fonds de solidarité, sous réserve du respect des conditions posées au titre du mois concerné par la demande.

N°	QUESTION	RÉPONSE
18	Les groupements d'employeurs (association ou société coopérative) sont-ils éligibles au fonds de solidarité ?	Oui, dès lors qu'ils exercent une activité économique sous réserve du respect des conditions posées au titre du mois concerné par la demande;
19	Dans le cas d'une société de fait, la demande d'aide doit-elle être déposée au nom de la société de fait ou chaque associé ayant un SIREN peut-il déposer individuellement une demande ?	Une société de fait ne dispose pas de personnalité morale, elle ne peut donc être éligible au fonds de solidarité. Par contre, les associés qui la composent et qui détiennent un numéro SIREN sont, chacun en ce qui le concerne et sous réserve du respect des autres critères d'éligibilité, éligibles au fonds de solidarité.
20	Une association à but lucratif mais ne s'étant jamais acquittée de ses obligations déclaratives et de paiement au regard des impôts commerciaux dont elle est redevable peut-elle bénéficier du fonds ?	En tant qu'association ayant une activité lucrative, l'association est éligible si elle est assujettie aux impôts commerciaux ou emploie au moins un salarié. Toutefois, pour bénéficier du fonds, il convient également de ne pas avoir de dette fiscale impayée au 31 décembre 2019 à l'exception de celles bénéficiant d'un plan de règlement.
<b>L'aide complémentaire de septembre 2020</b>		
1	Qui peut bénéficier de l'aide complémentaire de septembre 2020 ?	Les seules entreprises concernées par une interdiction d'accueil du public <b>entre le 25 et le 30 septembre 2020</b> lorsque leur effectif est inférieur ou égal à 50 salariés et qu'elles ont débuté leur activité avant le 31 août 2020, sans condition de chiffre d'affaires ni de bénéfice. Il convient de vérifier si vous êtes bien dans une des zones géographiques concernées par ces fermetures, limitées, en septembre.
2	J'ai déjà perçu un versement du fonds de solidarité pour perte de chiffre d'affaires en septembre, puis-je quand même bénéficier de l'aide complémentaire ?	Oui, sous réserve de satisfaire aux critères d'éligibilité rappelés à la réponse précédente.
3	Quel est le montant de cette aide complémentaire ?	L'aide complémentaire sur le mois de septembre est égale à la perte de chiffre d'affaires enregistrée sur les jours d'interdiction d'accueil du public par rapport aux mêmes jours en 2019, ou par rapport au chiffre d'affaires de référence 2019 rapporté sur le nombre de jours de fermeture. Elle est plafonnée à 333 euros/jour.
4	Jusqu'à quelle date puis-je déposer une demande d'aide complémentaire au titre de septembre ?	Le formulaire en ligne pour bénéficier de l'aide complémentaire de septembre peut être saisi jusqu'au 30 novembre 2020.
<b>Les aides d'octobre 2020</b>		
1	Quand pourrais-je bénéficier des aides prévues au titre du mois d'octobre 2020 ?	Le dispositif d'octobre est fixé par le décret du 2 novembre 2020. Les services de la DGFIP sont mobilisés pour une mise en œuvre du formulaire de demande adapté dans les meilleurs délais possibles. Le formulaire devrait être accessible à partir du 20 novembre prochain.

N°	QUESTION	RÉPONSE
2	Qui pourra bénéficier du fonds de solidarité en octobre ?	<p>Au titre des pertes du mois d'octobre, les entreprises de moins de 50 salariés peuvent bénéficier du volet 1 du fonds dans trois situations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les entreprises concernées par une interdiction d'accueil du public ;</li> <li>- les entreprises situées en zone de couvre-feu ayant perdu 50 % de leur chiffre d'affaires ;</li> <li>- les entreprises dont l'activité relève des secteurs listés aux annexes 1 et 2 du décret et qui ont perdu 50 % de leur chiffre d'affaires.</li> </ul>
3	Mon activité ne relève pas des secteurs listés aux annexes 1 et 2 du décret, puis-je bénéficier du fonds au titre des pertes d'octobre ?	<p>Oui, si vous avez moins de 50 salariés et que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vous avez été concerné au cours du mois d'octobre par une mesure d'interdiction d'accueil du public ;</li> <li>- OU vous êtes situé, en octobre, dans une zone de couvre-feu et avez perdu 50 % de votre chiffre d'affaires</li> </ul>
4	A quel montant d'aide puis-je prétendre en cas d'interdiction d'accueil au cours du mois d'octobre ?	<p>Dans ce cas, l'aide est égale à la perte de chiffre d'affaires enregistrée sur les jours d'interdiction d'accueil du public par rapport aux mêmes jours en 2019, ou par rapport au chiffre d'affaires de référence rapporté sur le nombre de jours de fermeture. Elle est plafonnée à 333 euros/jour.</p>
5	J'exerce en zone de couvre-feu, quel est le montant de l'aide que je toucherai ?	<p>Tout dépend de votre activité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- si vous relevez d'un des secteurs listés à l'annexe 1 du décret, l'aide est égale à la perte de chiffre d'affaires sur octobre, plafonnée à 10 000 euros ;</li> <li>- si vous relevez d'un des secteurs listés à l'annexe 2 du décret et que vous avez perdu au moins 80 % de chiffre d'affaires entre le 15 mars et le 15 mai 2020, ou que votre activité ait débuté après le 10 mars 2020, l'aide est égale à la perte de chiffre d'affaires sur octobre, plafonnée à 10.000 euros ;</li> <li>- pour les autres secteurs, l'aide est égale à la perte de chiffre d'affaires, plafonnée à 1.500 euros.</li> </ul>
6	Mon entreprise n'a pas été fermée et n'est pas située en zone de couvre-feu. Suis-je éligible ? Quel sera le montant de l'aide ?	<p>Oui, si vous avez moins de 50 salariés, que vous avez enregistré une perte de chiffre d'affaires de 50 % sur octobre et :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- que votre activité relève des secteurs listés à l'annexe 1 du décret ;</li> <li>- ou que votre activité relève des secteurs listés à l'annexe 2 et que vous avez enregistré une perte de chiffre d'affaires d'au moins 80 % entre le 15 mars et le 15 mai 2020 ou que votre activité ait débuté après le 10 mars 2020.</li> </ul> <p>L'aide versée sera égale à la perte de chiffre d'affaires, plafonnée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à 1.500 euros si la perte de chiffre d'affaires sur octobre est comprise entre 50 % et 70 % ;</li> <li>- à 10.000 euros, et dans la limite de 60 % du chiffre d'affaires de référence, si la perte enregistrée en octobre est supérieure ou égale à 70 %</li> </ul>
7	Je relève pour octobre de plusieurs régimes d'aides. Auquel ai-je droit ?	<p>Dans ce cas, vous bénéficiez du régime le plus avantageux.</p> <p>Vous devez remplir le formulaire en ligne en renseignant tous les régimes auxquels vous êtes éligible et il calculera automatiquement l'aide la plus élevée.</p>

N°	QUESTION	RÉPONSE
<b>L'effectif salarié</b>		
1	En cas de temps partiel, faut-il prendre en compte le prorata temporis pour déterminer le nombre de salariés ?	<p>Pour la vérification de la condition relative au seuil d'effectif : non, pour connaître l'effectif de l'entreprise, il faut se référer à la déclaration sociale nominative- DSN (articles L. 130-1 et R. 130-1 du code de la sécurité sociale- article 1er du décret du 30 avril).</p> <p>Pour la vérification de la condition de 1 salarié en CDI ou en CDD pour bénéficier du volet 2 du fonds de solidarité (article 4 du décret du 30 avril), la condition de quotité de temps de travail n'est pas requise par le décret.</p>
2	Le directeur général doit-il être pris en compte dans le calcul de l'effectif salarié.	Non, sauf si le directeur général cumule un contrat de travail avec son mandat social de directeur général. Dans ce cas, le contrat de travail doit correspondre à des fonctions distinctes de celles exercées au titre du mandat social, avec une rémunération distincte et un lien de subordination à l'égard de la société.
3	Les entreprises et exploitations agricoles ont recours massivement aux travailleurs saisonniers. En les comptabilisant, y compris en procédant à un lissage annuel, nombre d'exploitations dépassent la limite de dix salariés prévue par le décret. La comptabilisation des travailleurs saisonniers doit-elle être prise en compte ? Et si oui, est-ce en procédant à une moyenne annuelle ?	<p>L'effectif à prendre en compte est celui mentionné sur la DSN de l'entreprise.</p> <p>En effet, tel que prévu par les articles 2 et suivants du décret relatif au fonds de solidarité le calcul du seuil d'effectif s'effectue selon les modalités prévues par le I de l'article L. 130-1 du code de la sécurité sociale (qui renvoie à l'article R. 130-1 du code de la sécurité sociale).</p>
4	Comment calcule-t-on les effectifs pour apprécier le seuil de 50 salariés ?	L'effectif est celui mentionné dans la déclaration sociale nominative (DSN) qui est établie en application des articles L. 130-1 et R.130-1 du code de la sécurité sociale.
<b>Le chiffre d'affaire</b>		
1	Que doit-on entendre par chiffre d'affaires ?	<p>Pour la mise en œuvre du fonds de solidarité, la notion de chiffre d'affaires s'entend comme le chiffre d'affaires hors taxes ou, lorsque l'entreprise relève de la catégorie des bénéficiaires non commerciaux, comme les recettes nettes hors taxes.</p> <p>A partir de l'aide complémentaire de septembre, pour les entreprises fermées, il n'est pas tenu compte dans le calcul du chiffre d'affaires de celui réalisé sur les activités de vente à distance avec retrait en magasin ou livraison.</p>
2	Comment s'apprécie le chiffre d'affaires ?	<p>Le chiffre d'affaires est calculé en fonction des règles de comptabilité applicable aux entreprises.</p> <p>Par exemple en mars, pour les entreprises tenant une comptabilité commerciale, il s'agit du chiffre d'affaires facturé et comptabilisé au mois de mars selon le principe des créances acquises et des dépenses engagées.</p> <p>Pour les professionnels assujettis à la fiscalité sur les bénéficiaires non commerciaux et qui n'ont pas opté pour tenir une comptabilité en fonction des créances acquises et dépenses engagées, il s'agit des recettes encaissées diminuées des débours et des rétrocessions d'honoraires effectués en mars.</p> <p>Pour les micro-entrepreneurs, il s'agit des recettes perçues en mars au titre de leur activité professionnelle.</p>

N°	QUESTION	RÉPONSE
3	quel chiffre d'affaires de référence retenir pour calculer ma perte de chiffre d'affaires ?	<p>Vous pouvez retenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le chiffre d'affaires réalisé lors de la même période 2019 que celle au titre de laquelle vous demandez à bénéficier du fonds (ex. : octobre 2019 pour les pertes d'octobre 2020) ;</li> <li>- ou le chiffre d'affaires mensuel moyen 2019 ;</li> <li>- ou, si votre entreprise a été créée entre le 1<sup>er</sup> juillet 2019 et le 31 janvier 2020, le chiffre d'affaires mensuel moyen entre la date de création et le 29 février 2020 ;</li> <li>- ou, si votre entreprise a été créée en février 2020, le chiffre d'affaires réalisé en février 2020 et ramené sur un mois ;</li> <li>- ou, si votre entreprise a été créée après le 1<sup>er</sup> mars 2020, le chiffre d'affaires réalisé entre le 1<sup>er</sup> juillet 2020 (ou la date de création de l'entreprise) et le 30 septembre 2020 (31 août pour l'aide complémentaire de septembre) ramené sur un mois.</li> </ul>
4	En cas de pluralité d'entreprises individuelles pour une même personne physique, y a-t-il lieu d'additionner les chiffres d'affaires ou de raisonner de manière séparée, notamment lorsque les produits qu'elles constatent relèvent de cédulas fiscale distincte ?	<p>Une personne physique ne peut constituer qu'une seule entreprise individuelle et ne dispose que d'un seul numéro SIREN. Elle doit donc additionner l'ensemble des chiffre d'affaires de ses activités.</p>
5	Est-ce qu'un entrepreneur individuel associé de société de personnes doit cumuler ses chiffres d'affaires, individuel et sociétaire ?	<p>L'aide est accordée par entreprise.</p>
6	Est-ce que les stations-service doivent comptabiliser la TICPE dans le chiffre d'affaires ?	<p>Le décret fonds de solidarité précise que l'on retient "le chiffre d'affaires hors taxes lors du dernier exercice clos". Les taxes collectées notamment par les stations-service doivent donc être déduites et ne sont pas incluses dans le calcul du chiffre d'affaires.</p> <p>Contrairement à la TVA qui est collectée et reversée par chaque opérateur, la TICPE est reversée en amont par les dépôts pétroliers et non par les stations-services. C'est la raison pour laquelle la TICPE apparaît dans le chiffre d'affaires déclaré par les stations-services. Il est donc nécessaire que les stations-service se livrent à un retraitement comptable pour prendre en compte le chiffre d'affaires diminué du montant correspondant à la TICPE.</p> <p>Ce retraitement peut être effectué car les stations-service connaissent le montant de la taxe qu'elles reversent du fait que même si la TICPE n'est pas comptabilisée comme la TVA, son montant est identifiable par l'exploitant de la station-service.</p>
7	Quelle date de création d'entreprise retenir pour déterminer le chiffre d'affaires ?	<p>La date de création de l'entreprise à prendre en compte est la date de début d'activité mentionnée sur le formulaire de déclaration d'une entreprise déposé au centre de formalité des entreprises. Par exception, si l'entreprise a débuté son activité postérieurement à la date indiquée, l'entreprise peut prendre en compte la date à laquelle elle a pour la première fois rempli la double condition d'avoir disposé d'immobilisations et d'avoir versé des salaires ou réalisé des recettes. Lorsque l'entreprise ne dispose d'aucun local ou terrain, seule la réalisation d'un chiffre d'affaires ou de recettes caractérise le début d'activité</p>

N°	QUESTION	RÉPONSE
8	Quand il y a un changement de statut durant ces 12 derniers mois (par exemple, transformation statut autoentreprise en SASU; ou encore salarié à temps plein en mars 2019, puis entrepreneur à temps plein en octobre 2019), quelle référence retenir pour le calcul de perte de CA	Le changement de forme juridique de l'entreprise peut conduire à la création d'une nouvelle entreprise. C'est ainsi le cas de l'entrepreneur individuel ou de l'EIRL (qu'il soit au régime réel ou au régime micro-fiscal ou au régime fiscal et social simplifié du micro-entrepreneur) qui transforme son entreprise en société. Lorsque le salarié devient micro-entrepreneur, ce passage entraîne la création d'une entreprise. En revanche, il n'y a pas création d'une nouvelle entreprise dans le cas d'une société (par exemple une SAS) qui se transforme en une autre forme de société (par exemple, une SARL). La référence à retenir pour le chiffre d'affaires est la même que pour les autres entreprises.
9	L'aide versée au titre du fonds de solidarité doit-elle être prise en compte pour déterminer le chiffre d'affaires permettant de déterminer l'éligibilité au fonds ?	Non
10	Les activités de vente en ligne avec retrait en magasin ou livraison sont-elles prises en compte dans le calcul du chiffre d'affaires ?	Non pour les entreprises concernées par des mesures d'interdiction d'accueil du public, à compter de l'aide complémentaire de septembre.
<b>Le contrat de travail</b>		
1	Le fonds de solidarité s'adresse t-il à des Présidents de SAS, des gérants minoritaires qui disposent certes d'un contrat de travail mais qui sont salariés sans cotiser à l'UNEDIC ?	L'exclusion ne vise que les entreprises dont le dirigeant majoritaire est titulaire d'un contrat de travail à temps complet. Dans ce cas, les sociétés qu'ils dirigent sont inéligibles à l'aide du fonds de solidarité.
2	Si je suis président d'une association exerçant une activité économique et que je suis également titulaire d'un contrat de travail, est-ce que l'association peut bénéficier du fonds de solidarité ?	Oui, l'exclusion concerne les dirigeants majoritaires de sociétés. Les associations ne disposent pas de dirigeants détenteurs en tout ou partie du capital de l'association.
3	Une SAS dont le président mandataire social n'a pas de contrat de travail est-elle éligible ?	Oui sous réserve de satisfaire aux autres critères d'éligibilité. L'aide est destinée aux entreprises et non aux mandataires sociaux. Les entreprises sont éligibles au fonds quel que soit leur forme juridique (tel que SA, SAS, SARL, SASU, SARLU/EURL, EIRL, entrepreneur individuel) et quel que soit leur régime fiscal et social (régime réel, micro-BIC, micro-BNC, micro-entrepreneur)
4	Une société dont le dirigeant est affilié au régime général de la sécurité sociale en tant qu'« assimilé salarié » en application de l'article L. 311-3 du code de la sécurité sociale (par exemple, une société par actions simplifiée) est-elle éligible au fonds de solidarité ?	Un dirigeant « assimilé salarié » au sens du code de la sécurité sociale n'est pas un salarié. Il n'a pas droit à l'assurance chômage contrairement aux salariés. Une société dont le dirigeant majoritaire est « assimilé salarié » au sens de la sécurité sociale n'entre donc pas dans l'exclusion prévue par le décret qui concerne les dirigeants majoritaires titulaires d'un contrat de travail à temps plein. Les sociétés par actions simplifiées sont donc éligibles au fonds de solidarité.

N°	QUESTION	RÉPONSE
5	La société est-elle exclue du bénéfice de l'aide si le dirigeant a un contrat de travail dans une autre société ?	Si le dirigeant majoritaire d'une entreprise a un contrat de travail à temps complet au sein de cette entreprise ou dans une autre société, l'entreprise dans laquelle il est dirigeant majoritaire n'est pas éligible au fonds de solidarité.
6	Cas d'une assistante maternelle qui cumule la rémunération de Pajemploi avec une activité en micro entreprise sous le régime du micro-entrepreneur. Le site service-public indique que la durée légale de travail des assistantes maternelles est fixée à 45h/semaine dans leur convention collective. En-dessous, il s'agit de temps partiel. Cette durée s'apprécie-t-elle enfant par enfant ou en cumulant les temps de travail relatifs à la garde de chaque enfant ? Quelle durée légale faut-il retenir pour apprécier un temps complet en tant qu'assistante maternelle ?	Une assistante maternelle mentionnée aux articles L. 421-1 et L. 424-1 du code de l'action sociale et des familles qui subit une perte de rémunération du fait d'une cessation temporaire de son activité professionnelle consécutive à l'épidémie de covid-19 est placée en position d'activité partielle auprès du particulier qui l'emploie (art. 7 de l'ordonnance n°2020-346). Dès lors, qu'au moins l'un de ses contrats de travail est à temps plein, elle n'est pas éligible au fonds de solidarité au titre de son activité en tant que micro-entrepreneur.
7	En cas de co-gérance 50/50, doit-on considérer que l'entreprise est exclue du bénéfice du fonds si l'un des deux co-gérants est titulaire d'un contrat de travail à temps complet ?	Non, dans ce cas, il n'y a pas de gérant majoritaire.
<b>L'entreprise en difficulté</b>		
1	Une entreprise bénéficiant d'un plan de la commission départementale des chefs de services financiers antérieur au 31 décembre 2019 doit-elle être considérée comme une entreprise en difficulté ne pouvant bénéficier du fonds de solidarité ?	<p>Pour bénéficier du fonds, une entreprise qui bénéficie d'une remise de ses dettes dans le cadre d'un plan CCSF ne doit pas être en liquidation judiciaire au 1<sup>er</sup> mars 2020. Le fait d'être une entreprise en difficulté au 31 décembre 2019 au sens de l'article 2 du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, ne fait pas perdre à l'entreprise le bénéfice du fonds, mais l'oblige à se placer sous le régime des aides de minimis, ce qui suppose qu'elle conserve à la disposition de l'administration fiscale les justificatifs relatifs aux aides reçues.</p> <p>Aux fins du contrôle de cette réglementation, toute entreprise doit, au moment de sa demande, indiquer dans sa demande d'aide si elle est en difficulté au 31 décembre 2019, c'est-à-dire si :- elle était à cette date en procédure collective d'insolvabilité ou remplissait les conditions pour être en procédure collective d'insolvabilité, ou- ses capitaux propres étaient devenus à cette date inférieurs à la moitié du capital social.</p> <p>Par procédure collective d'insolvabilité, il faut entendre procédure de redressement ou de liquidation judiciaires. Si l'entreprise placée en procédure de redressement judiciaire avant le 31 décembre 2019 bénéficiait déjà à cette date d'un plan de redressement, elle n'est plus considérée comme une entreprise en difficulté à condition de respecter la condition relative au capital social.</p>

N°	QUESTION	RÉPONSE
2	Comment interpréter la "situation au 31/12/2019" pour les entreprises en difficulté. Notamment pour les exercices qui ne coïncident pas avec l'année civile. Doit-on se baser sur les derniers comptes disponibles ?	Non, il n'est pas prévu d'appréciation à la clôture des exercices, donc c'est la date du 31/12/2019 qui doit être prise en compte quelle que soit la méthode date de clôture retenue par de l'entreprise.
3	Une entreprise en procédure de liquidation judiciaire simplifiée depuis le 31 mars 2020 est-elle éligible au titre du mois de mars ?	En application du 2° du I. de l'article 1 du décret du 30 mars 2020 relatif au Fonds de solidarité, l'entreprise ne doit pas être en liquidation judiciaire au 1er mars 2020. Bien que le décret précité ne fasse pas mention de la procédure de liquidation judiciaire simplifiée, la procédure allégée n'étant qu'une modalité de mise en œuvre de la procédure de liquidation judiciaire, cette entreprise est éligible au titre mars 2020 sous réserve du respect des autres critères prévus par les textes.
<b>L'entreprise détenue ou en détenant d'autres</b>		
1	Qu'en est-il des entreprises individuelles qui sont par ailleurs associées de sociétés ?	Si elles contrôlent une ou plusieurs sociétés commerciales au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, la somme des salariés, des chiffres d'affaires et des bénéfices des entités liées doit respecter les seuils fixés dans le décret.
2	Une holding peut-elle bénéficier du fonds de solidarité (même s'il s'agit d'une holding financière) ?	Oui, dès lors que la somme des salariés des entités liées respecte le seuil de 50 salariés
<b>L'entreprise qui a des dettes fiscales ou sociales</b>		
1	J'ai des dettes fiscales, puis-je bénéficier des aides du fonds de solidarité ?	Pour pouvoir bénéficier de l'aide, le demandeur doit certifier ne pas être redevable de dettes fiscales ou sociales impayées au 31 décembre 2019, à l'exception de celles bénéficiant d'un plan de règlement.
2	J'ai un échelonnement de mes dettes fiscales, puis-je quand même prétendre au fonds de solidarité ?	Si vous bénéficiez d'un plan de règlement de vos dettes fiscales ou sociales, vous pouvez bénéficier du fonds de solidarité.
<b>L'interdiction d'accueil du public</b>		
1	Comment calculer le nombre de jours de fermeture administrative ? La notion des jours ouvrés et donc de jours chômés entre-t-elle en compte dans le calcul ?	Le nombre de jour s'entend par le nombre de jours de fermeture au regard du nombre de jour qui auraient dû être travaillés. Ainsi, une entreprise qui habituellement est ouvert 7j/7 peut bénéficier d'une aide pour chacune des journées.
2	Toutes les fermetures administratives ouvrent-elles droit au fonds de solidarité ?	Non. Seules sont éligibles les entreprises concernées par une mesure d'interdiction d'accueil du public prise par les pouvoirs publics dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de covid-19.
<b>Les secteurs d'activité</b>		
1	Compte tenu des modifications des secteurs d'activité, comment savoir si je peux demander l'aide du fonds de solidarité pour un mois donné ?	L'appartenance aux différents secteurs S1 et S1bis ( <a href="#">consulter la liste ici</a> ) s'apprécie au jour de la demande à partir des listes annexées à la dernière version du décret publiée.

N°	QUESTION	RÉPONSE
<b>La demande d'aide</b>		
1	Quelles démarches pour bénéficier du fonds de solidarité ?	Pour chaque mois au titre duquel vous êtes éligible, vous pouvez faire une demande sur le site <b>impots.gouv.fr</b> (espace « particulier »).
2	Quelles seront les pièces justificatives à produire à l'appui de la demande ?	Pour le volet 1, il n'y aura pas de pièce justificative à produire. Les éléments seront communiqués avec attestation sur l'honneur de leur exactitude.
3	Comment faire une déclaration pour accéder au fonds lorsque l'on n'a pas de compte fiscal professionnel ?	Les demandes pour bénéficier du volet 1 du Fonds de solidarité sont déposées sur le portail Impôts.gouv.fr – espace des particuliers. Il n'est pas nécessaire de créer un compte fiscal professionnel au préalable.
4	L'accord de l'aide sera-t-il formalisé ?	Vous recevrez un 1er message dans votre espace particulier vous indiquant que votre demande d'aide a bien été déposée et un numéro de demande sera attribué. Un second message vous parviendra au moment de la mise en paiement du dossier.
5	Comment compléter le formulaire, alors que mon comptable n'est actuellement pas joignable ?	Vous pouvez réaliser la démarche sans faire appel à votre expert-comptable à partir de votre espace particulier. Les données à renseigner ont été limitées pour simplifier la demande d'aide.
6	Je souhaite modifier, rectifier, annuler le formulaire que j'ai validé et envoyé.	La procédure mise en place sur l'outil de messagerie des particuliers ne permet pas de modifier le formulaire qui a été saisi, validé et envoyé. Dans ce cas et seulement si les informations nouvelles à porter ont une incidence sur le fond de la demande, il est possible de ressaisir un second formulaire. Cette procédure pourra demander un délai de traitement plus long. Pour vous aider à renseigner le formulaire, consultez la FAQ portée sur le site impôts.gouv, contactez votre expert comptable, appelez le 0 810 467 687 du lundi au vendredi de 8h30 à 17h (service 0,06 € par minute + prix d'un appel) ou le service des impôts des entreprises en charge de votre dossier
7	J'ai fait deux formulaires, comment annuler le 1er ?	Il n'est pas possible d'annuler un formulaire. Mais la gestion de ces deux formulaires pourra demander un délai de traitement plus long.
8	Comment compléter le formulaire, alors que mon comptable n'est actuellement pas joignable ?	Pour vous aider, vous pouvez consulter les questions/réponses en ligne sur le site impots.gouv.fr. En cas de difficultés, vous pourrez contacter nos services par téléphone aux 0 810 467 687 du lundi au vendredi de 8h30 à 17h (service 0,06 euro par minute + prix d'un appel) ou le service des entreprises qui est en charge de votre dossier fiscal.
9	Je n'ai pas pu valider mon formulaire.	Vous pouvez vérifier si votre formulaire a été enregistré en mode brouillon sur votre compte de messagerie. Si c'est le cas, complétez et validez votre brouillon puis envoyez votre formulaire. Si non, il vous faut reprendre entièrement la procédure, remplir le formulaire, le valider puis adressez-le en ligne.

N°	QUESTION	RÉPONSE
10	J'ai saisi le numéro fiscal de mon conjoint ou d'un autre membre de ma famille, puis je faire une nouvelle demande avec mon numéro fiscal ?	Vous pouvez tout à fait saisir une demande d'aide avec un autre numéro fiscal, dès lors que la demande comporte bien le SIREN de l'entreprise qui bénéficie de l'aide. Il n'est donc pas nécessaire de réitérer votre demande en utilisant votre numéro fiscal, cette seconde demande retardera la traitement de votre demande.
11	Comment créer son espace particulier ?	<p>Si vous ne disposez pas d'un numéro fiscal, vous devez en demander l'attribution à l'aide du formulaire disponible sur le site <a href="https://impots.gouv.fr">impots.gouv.fr</a> (lien « Accès au formulaire »). Lorsque votre numéro fiscal sera créé, il vous suffira de saisir votre date de naissance pour accéder à la page de création de votre espace.</p> <p>Si vous disposez d'un numéro fiscal, vous devez le saisir dans le champ prévu à cet effet sur <a href="https://cfspart.impots.gouv.fr">https://cfspart.impots.gouv.fr</a> puis cliquer sur le bouton « Continuer » et vous laisser guider :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Si vous êtes éligible à la procédure dite des « trois secrets », vous devrez alors saisir votre numéro d'accès en ligne (figurant sur votre dernière déclaration d'IR n° 2042) et votre RFR (figurant sur votre dernier avis) ou utiliser FranceConnect si vous disposez d'un compte chez un partenaire (Ameli, l'identité numérique de la Poste, MobileConnect et moi, MSA).</li> <li>2) Si vous n'êtes pas éligible à cette procédure et que vous obtenez un message d'erreur indiquant que vous devez communiquer des éléments permettant de vérifier votre identité, vous aurez recours au formulaire disponible sur <a href="https://impots.gouv.fr">impots.gouv.fr</a> ou vous devrez vous connecter avec FranceConnect si vous disposez d'un compte chez un partenaire (Ameli, L'identité numérique de la Poste, MobileConnect et moi, MSA).</li> <li>3) L'utilisateur dont l'identité a été déjà vérifiée par la DGFIP devra simplement saisir sa date de naissance.</li> </ol>
12	Lors de la saisie du formulaire, mon SIRET n'est pas reconnu, je ne peux finir ma saisie.	<p>Si votre SIRET n'est pas connu de la DGFIP, vous ne pouvez pas saisir la demande d'aide en ligne. Vous pouvez envoyer par messagerie sécurisée une demande en utilisant le formulaire « Je pose une autre question / J'ai une autre demande » en expliquant votre situation et en joignant un justificatif.</p> <p>Pour vous aider à renseigner le formulaire, consultez la FAQ portée sur le site <a href="https://impots.gouv.fr">impôts.gouv</a>, contactez votre expert comptable, appelez le 0 810 467 687 du lundi au vendredi de 8h30 à 17h (service 0,06 € par minute + prix d'un appel) ou le service des impôts des entreprises en charge de votre dossier</p>
13	J'ai fait deux demandes d'aides aux entreprises fragilisées et je veux les annuler car je pense ne pas remplir les critères d'éligibilité ?	<p>Le traitement des demandes étant automatisé, il n'est pas possible de stopper le versement une fois que la demande est déposée.</p> <p>Nous vous invitons donc à vous rapprocher de votre service gestionnaire en utilisant la message sécurisée via le formulaire « Je pose une autre question / J'ai une autre demande » précisant votre situation et en demandant à renoncer au bénéfice de l'aide. Vous serez recontactés ultérieurement.</p>

N°	QUESTION	RÉPONSE
14	J'ai validé ma demande d'aide, mais je n'ai pas reçu de mail de confirmation sur la boîte mail de mon entreprise	<p>L'accusé de réception a été envoyé à l'adresse mel que vous avez saisie après validation du formulaire. Si vous ne l'avez pas reçu après la validation du formulaire, l'adresse saisie est peut être erronée, mais il n'est pas possible de la modifier (voir la question "Je souhaite modifier, rectifier, annuler le formulaire que j'ai validé et envoyé. ").</p> <p>Pensez aussi à bien vérifier dans le répertoire « spam » de votre messagerie si l'accusé réception ne s'y trouve pas.</p> <p>Votre demande sera traitée et vous pouvez la suivre dans la messagerie sécurisée de votre espace particulier.</p>
15	Je suis micro-entrepreneur, mais encore rattaché à la déclaration de mes parents je n'ai pas d'espace personnel. Comment puis-je déposer ma demande d'aide ?	<p>Vous pouvez tout à fait saisir une demande d'aide avec un autre numéro fiscal, dès lors que la demande comporte bien le SIREN de l'entreprise qui bénéficie de l'aide. Il vous est donc possible d'utiliser l'espace personnel d'un de vos parents pour déposer votre demande.</p>
16	Lors de la création de mon espace, pourquoi m'est-il demandé de recopier un code adressé par SMS ?	<p>Désormais, lors de la création de son espace particulier, si l'usager saisit un numéro de téléphone portable dans la rubrique « Vos informations » puis clique sur « Continuer », il lui est adressé un code à 6 chiffres par SMS, sur le téléphone portable renseigné.</p> <p>Ce code doit être saisi dans le champ prévu à cet effet, afin de vérifier que ce numéro de téléphone portable ne comporte pas d'erreur.</p> <p>En effet, afin de renforcer la sécurité de l'espace particulier, la DGFIP met en place l'envoi d'un code à usage unique adressé par SMS dans le cas où l'usager aurait besoin par la suite de récupérer son numéro fiscal ou renouveler son mot de passe.</p>
17	Comment connaître l'état d'avancement de ma demande d'aide au Fonds de soutien ?	<p>Toute l'information est déposée sur votre messagerie sécurisée de votre Espace particuliers. Les délais de traitement peuvent être parfois allongés en raison du nombre de demandes déposées, mais chaque formulaire est bien pris en compte.</p>
18	Je souhaite mettre à jour mes coordonnées bancaires dans mon dossier sur le site des impôts, mais cela ne fonctionne pas car un petit icône « sens interdit » apparaît.	<p>Si votre compte fiscal en ligne ne contient aucune déclaration, ni document, vous ne pouvez pas accéder au RIB dans votre compte personnel. En effet, la saisie d'un RIB nécessite qu'une adresse soit renseignée.</p> <p>Nous vous invitons à contacter votre service des impôts qui pourra prendre en compte vos coordonnées bancaires et postales. Vous devrez lui indiquer votre numéro fiscal (13 chiffres).</p>
19	Je souhaite rembourser l'aide du Fonds de soutien perçue à tort. Comment dois je procéder pour reverser cette somme ?	<p>Il convient de le signaler sur le formulaire « Je pose une autre question / j'ai une autre demande » en précisant la référence de l'aide perçue à tort (mois, montant).</p>
<b>Le compte bancaire</b>		
1	Peut-on remplir le formulaire en indiquant un RIB étranger ?	<p>Tous les comptes, domiciliés dans un établissement bancaire en France ou à l'étranger, sont acceptés par le formulaire à partir du moment où ils ont un IBAN (zone SEPA ou hors SEPA). L'IBAN et le code BIC doivent être renseignés. En cas de difficulté, il convient de vérifier la saisie et le cas échéant de vous rapprocher de votre SIE en lui fournissant le compte sur lequel vous souhaitez percevoir l'aide.</p>

N°	QUESTION	RÉPONSE
2	Les « comptes de paiements » ne seraient pas acceptés par le système ?	Tous les comptes, domiciliés dans un établissement bancaire en France ou à l'étranger, sont acceptés par le formulaire à partir du moment où ils ont un IBAN (zone SEPA ou hors SEPA). L'IBAN et le code BIC doivent être renseignés. En cas de difficulté, il convient à la personne souhaitant bénéficier de l'aide de vérifier la saisie et le cas échéant de se rapprocher de son SIE en lui fournissant le compte sur lequel elle souhaite percevoir l'aide.
3	Je dispose d'un compte de paiement NICKEL (FPE), puis-je l'utiliser pour demander le versement de l'aide aux entreprises ?	Vous pouvez tout à fait utiliser votre compte NICKEL pour bénéficier de l'aide accordée aux entreprises fragilisées par la crise sanitaire.
4	Le formulaire n'accepte pas la saisie d'un RIB correspondant à un compte virtuel, type « Max ». Quelle en est la raison ?	Tous les comptes, domiciliés dans un établissement bancaire en France ou à l'étranger, sont acceptés par le formulaire à partir du moment où ils ont un IBAN (zone SEPA ou hors SEPA). L'IBAN et le code BIC doivent être renseignés. En cas de difficulté, il convient de vérifier la saisie et le cas échéant de vous rapprocher de votre SIE en lui fournissant le compte sur lequel vous souhaitez percevoir l'aide.
5	Je dispose de plusieurs comptes bancaires professionnels, quel compte bancaire dois-je indiquer pour ma demande d'aide au Fonds de soutien ?	Afin de faciliter le traitement de votre demande, vous devez mentionner dans votre demande du 1er volet du Fonds de solidarité, les coordonnées bancaires que vous avez précédemment déclarées sur votre Espace professionnel. Ce compte à partir duquel vous acquittez le paiement des impôts professionnels sera donc facilement reconnu par la DGFIP et le versement de l'aide facilité.
6	Je dispose d'un compte Lydia, Qonto, compte CO2 ... (c'est à dire une référence BIC commençant par TRZOFR21). Puis-je l'utiliser pour demander le versement de l'aide du Fonds de soutien ?	En principe, tous les comptes, domiciliés dans un établissement bancaire en France ou à l'étranger, sont acceptés dès lors qu'ils comportent des coordonnées IBAN-BIC (zone SEPA ou hors SEPA). Mais les comptes du prestataire bancaire « Treezor » ne sont pas encore systématiquement connus de l'administration fiscale, par conséquent des travaux de régularisation du dossier pourraient vous conduire à redéposer une demande comportant un autre compte bancaire, ce qui allongerait le délai de traitement de votre demande.
7	Je constate que le compte bancaire sur lequel je souhaite que l'aide soit versée doit être actuellement ouvert et connu de l'administration fiscale au 15/12/2019. Or de sa propre initiative, ma banque a changé l'IBAN-BIC de mon compte après cette date. Je peux bénéficier du fonds de soutien mais j'ai déposé une demande avec ma nouvelle référence bancaires, vais-je finalement recevoir l'aide ?	La DGFIP assure effectivement un rapprochement automatique des coordonnées bancaires fournies dans le formulaire avec celles qui sont connues de l'administration fiscale au 15/12/2019. Si vos coordonnées IBAN-BIC ont changé depuis cette date, votre dossier fera l'objet d'un retraitement manuel. Vous pourrez être contacté par votre Centre des Finances publiques afin de fournir des éléments pour corriger votre demande avant le versement de l'aide du fonds de soutien.
8	L'IBAN saisi doit-il être obligatoirement présent dans l'espace professionnel pour valider la demande ?	Les entreprises individuelles (micro, autoentrepreneurs mais également celles qui relèvent des régimes réel BIC ou BNC) n'ont pas de personnalité morale distincte de celle du chef d'entreprise et elles ont le droit d'utiliser le compte personnel de ce dernier.  En revanche, les sociétés (SA, SARL, SAS ...) ont une personnalité morale distincte de celle de leurs dirigeants, y compris lorsqu'ils détiennent l'intégralité du capital et elles doivent utiliser un compte bancaire propre pour leurs opérations (comme l'encaissement de recettes).
9	Le compte peut-il être ouvert dans une néobanque ?	Le compte bancaire sur lequel sera réceptionnée l'aide peut être ouvert dans une néobanque. Il conviendra d'indiquer l'IBAN et code BIC du compte.

N°	QUESTION	RÉPONSE
Comment le fonds de solidarité s'articule-t-il avec d'autres aides ?		
1	Comment s'articulent le dispositif "fonds de solidarité" et le dispositif "report des loyers" créé par l'ordonnance n° 2020-316 du 25 mars : faut-il être éligible au fonds de solidarité pour bénéficier du report des loyers ?	Oui, l'article 1er de l'ordonnance n° 2020-316 du 25 mars précise expressément que : "Peuvent bénéficier des dispositions des articles 2 à 4 les personnes physiques et morales de droit privé exerçant une activité économique qui sont susceptibles de bénéficier du fonds de solidarité mentionné à l'article 1er de l'ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 susvisée. Celles qui poursuivent leur activité dans le cadre d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire peuvent également bénéficier de ces dispositions au vu de la communication d'une attestation de l'un des mandataires de justice désignés par le jugement qui a ouvert cette procédure.
2	Le fonds de solidarité entre-t-il dans le calcul de la prime d'activité ?	L'aide du fonds de solidarité est une aide destinée à l'entreprise. Elle est donc cumulable avec les aides versées par la CAF, sous réserve pour les aides attribuées sous condition de ressources que les revenus du foyer soient inférieurs au plafond de l'aide prévu par le code de l'action sociale et des familles ou par le code de la sécurité sociale. A noter que le dispositif pérenne d'aide aux cotisants en difficulté (ACED) ne peut se cumuler avec l'aide du fonds de solidarité.
3	Le fonds de solidarité est-il à déclarer à la CAF comme un revenu de l'activité ?	L'aide du fonds de solidarité est une aide destinée à l'entreprise. Elle est donc cumulable avec les aides versées par la CAF, sous réserve pour les aides attribuées sous condition de ressources que les revenus du foyer soient inférieurs au plafond de l'aide prévu par le code de l'action sociale et des familles ou par le code de la sécurité sociale. A noter que le dispositif pérenne d'aide aux cotisants en difficulté (ACED) ne peut se cumuler avec l'aide du fonds de solidarité.
4	Peut-on considérer que les aides prévues par le Fonds sont cumulables avec toutes les autres aides non exclues expressément, et donc particulièrement cumulables avec le RSA, l'allocation pour adulte handicapée, et les aides de Pôle-Emploi ?	<p>L'aide du fonds de solidarité est une aide destinée à l'entreprise.</p> <p>1- Elle est donc cumulable avec les aides versées par la CAF, sous réserve pour les aides attribuées sous condition de ressources que les revenus du foyer soit inférieurs au plafond de l'aide prévu par le code de l'action sociale et des familles ou par le code de la sécurité sociale. A noter que le dispositif pérenne d'aide aux cotisants en difficulté (ACED) ne peut se cumuler avec l'aide du fonds de solidarité.</p> <p>2- Elle est cumulable avec les allocations et aides versées par Pôle Emploi sous réserve, a) pour les allocations ou aides perçues sous condition de ressources que le plafond ne soit pas atteint b) que le chef d'entreprise (personne physique ou, pour les personnes morales, leur dirigeant majoritaire) ne soit pas titulaire d'un contrat de travail à temps plein.</p>
5	Est-il possible de cumuler l'ARE avec le fonds de solidarité ?	L'aide du fonds de solidarité est une aide destinée à l'entreprise. Elle est cumulable avec les allocations et aides versées par Pôle Emploi sous réserve, pour les allocations ou aides perçues sous condition de ressources, que le plafond ne soit pas atteint.
6	Un bénéficiaire du RSA peut-il bénéficier du fonds de solidarité	Oui, l'aide du fonds de solidarité est une aide destinée à l'entreprise. Elle est donc cumulable avec les aides versées par la CAF, sous réserve pour les aides attribuées sous condition de ressources que les revenus du foyer soit inférieurs au plafond de l'aide prévu par le code de l'action sociale et des familles ou par le code de la sécurité sociale. A noter que le dispositif pérenne d'aide aux cotisants en difficulté (ACED) ne peut se cumuler avec l'aide du fonds de solidarité.

N°	QUESTION	RÉPONSE
7	Pour les travailleurs indépendants, le cumul de l'aide est-il possible avec les aides spécifiques de l'URSSAF ?	L'aide du fonds de solidarité est une aide destinée à l'entreprise. Elle est donc cumulable avec les aides versées par la CAF, sous réserve pour les aides attribuées sous condition de ressources que les revenus du foyer soit inférieurs au plafond de l'aide prévu par le code de l'action sociale et des familles ou par le code de la sécurité sociale. A noter que le dispositif pérenne d'aide aux cotisants en difficulté (ACED) ne peut se cumuler avec l'aide du fonds de solidarité.
<b>Les contrôles a posteriori</b>		
1	Quelles sont les suites d'un contrôle a posteriori ?	Si lors du contrôle de votre dossier, un versement indu du fond de solidarité est identifié, vous serez avisé par courrier. Vous aurez alors quinze jours pour faire connaître vos observations. Si l'indu est confirmé, vous devrez régler la somme due à réception du titre de perception.